République Française | Département de la Sarthe



Joseph ROUXEL

Elections Législatives du 23 Novembre 1958

2e Circonscription

M. R. P.

MOUVEMENT RÉPUBLICAIN POPULAIRE

Electrices, Electeurs,

En ratifiant massivement la Constitution du 28 septembre dernier, vous avez instauré une République plus forte et respectueuse de toutes les libertés.

Par votre vote positif, vous avez non seulement évité les menaces de guerre civile, mais encore et surtout donné à notre Pays des institutions durables.

Désormais, les Parlementaires légiféreront, et le gouvernement gouvernera, le Président de la République restant l'arbitre de la Nation et le représentant de la Communauté Française.

Votre « OUI » ne doit cependant pas rester isolé. Le **23 Novembre** prochain, il faudra le continuer en choisissant votre représentant à l'Assemblée Nationale. C'est dans cette perspective que, membres du Mouvement Républicain Populaire, nous avons l'honneur de solliciter vos suffrages.

Si vous nous accordez votre confiance, nous entendons maintenir comme exigence première la stabilité du pouvoir. Cette exigence est loin d'être un argument exclusif de propagande électorale, car au cours des dernières législatures, nous n'avons cessé de réclamer la nécessité primordiale de réformer l'Etat. Nos actes d'ailleurs nous justifient. **Jamais nous n'avons renversé de Ministère depuis la Libération,** estimant que la parole donnée à un Président du Conseil valait un contrat.

Il n'en est pas de même de la droite et de la gauche qui, avec la complicité des Communistes, ont renversé 14 gouvernements ! Quant aux Républicains Sociaux, ex-R.P.F. devenus aujourd'hui U.N.R. (que seront-ils demain...) ils en ont pour leur part fait tomber 6. Nous n'avons donc sur ce point de leçon à recevoir de personne, car nous avons toujours cru que seul un gouvernement assuré de l'autorité et de la durée indispensables pourrait réaliser un programme politique suivi et profitable.

A l'aube de cette 5e République, **nous entendons que se réalisent les grands objectifs suivants :**

UNE POLITIQUE DE PAIX ET DE CONFIANCE EN ALGERIE.

Personnalité algérienne et association étroite avec la Métropole : sur cette base, rétablir la paix dans la justice et promouvoir l'avenir économique et social d'une Algérie nouvelle. Participation réelle des Musulmans aux responsabilités politiques.

UNE COMMUNAUTE FRANCO-AFRICAINE FRATERNELLE.

Association de cette communauté à l'Europe Unie. Personne ne conteste que parmi les hommes politiques, ce sont ceux du M.R.P. qui, avec le plus de constance et de courage travaillent à la construction européenne.

Ce n'est pas un hasard si Robert SCHUMAN, père du Pool Charbon-Acier, est le premier président de l'Assemblée Européenne

UNE REPUBLIQUE SOCIALE :

Permettant de parer aux menaces de crise et d'aller de l'avant assurant :

— la protection contre le chômage et la misère par l'institution d'un salaire garanti,
— le maintien et l'extension des conventions collectives,
— le remboursement à 80 % des frais et honoraires médicaux,
— la protection des délégués ouvriers,
— la participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise et à la vie politique et économique de la Nation.

UNE ECONOMIE D'EXPANSION ET DE STABILITE DES PRIX.

Moins d'heures de travail : c'est la baisse du pouvoir d'achat.

Ce n'est pas encore tout à fait la « crise » mais l'angoisse apparaît dans de nombreux foyers ;

Moins d'argent à la maison, ce sont les restrictions sur les achats ; c'est la gêne au foyer, mais aussi la mévente pour le commerce, l'agriculture, l'industrie. C'est le cycle infernal de la récession.

M. PINAY n'a pas évité la récession. Qui pourrait prétendre qu'un socialiste comme M. RAMADIER saurait redresser la situation ?

En 1955, Pierre PFLIMLIN étant Ministre des Finances, Paul BACON, Ministre du Travail, les salaires avaient augmenté de 8 %, la production industrielle de 9,8 %. Les réserves de devises étrangères de la France s'étaient accrues de 75 %, l'encaisse de la Banque de France était accrue de 230 tonnes d'or.

C'était l'expansion économique, le progrès social, la stabilité des prix et de la monnaie.

En faisant confiance au M.R.P. vous donnerez leur chance aux hommes et aux femmes capables de mettre fin à la crise.

UNE AGRICULTURE PROSPERE.

Paysans : Le jugement est aisé :

1955 : Le M.R.P. avec Pierre PFLIMLIN est au gouvernement : production soutenue, organisation des marchés, consommateurs approvisionnés, exportations agricoles, rentrées de devises, prospérité générale.

1956 : MM. MOLLET et RAMADIER (Socialistes), M. DULIN (Radical), ont les responsabilités : Barrages, meetings, protestations paysannes : le M.R.P. est absent du Gouvernement. La paysannerie est en danger.

NOVEMBRE 1957 : Retour du M.R.P. avec P. PFLIMLIN au Ministère des Finances : Rétablissement de la vérité (plus de truquage des indices) ; retour à la justice (15 % sur le matériel agricole) ; respect de la loi (prix garantis) ; projet DOREY d'assurance des exploitants.

PAS DE GRANDE POLITIQUE AGRICOLE SANS LES HOMMES DU M.R.P.

UNE AMELIORATION DU REVENU FAMILIAL.

1955. — LE M.R.P. EST AU GOUVERNEMENT.

Paul BACON, Ministre du Travail, augmente les prestations familiales en Province en réduisant l'écart des zones,

Pierre PFLIMLIN, Ministre des Finances, institue l'allocation de la Mère au Foyer pour les femmes d'agriculteurs et des Travailleurs Indépendants.

Les familles reçoivent **25 milliards** supplémentaires par an.

1956. — PAS DE MINISTRES M.R.P. AU GOUVERNEMENT.

Pas de relèvement des Allocations Familiales, seulement, une réduction des abattements de zone.

1957. — PAS DE MINISTRES M.R.P. AU GOUVERNEMENT.

Le Gouvernement s'oppose aux propositions M.R.P. d'augmentation des Allocations Familiales et n'accorde que **7 milliards** pour augmenter les prestations familiales des enfants de plus de dix ans dans les familles de trois enfants et plus.

1958. — LE M.R.P. EST AU GOUVERNEMENT.

Paul BACON, Ministre du Travail et Pierre PFLIMLIN, Ministre des Finances font augmenter l'ensemble des prestations familiales de **43 milliards.**

UN PROGRAMME NATIONAL DU LOGEMENT.

Bien des fois le M.R.P. a défendu les intérêts légitimes des travailleurs qui accèdent à la propriété. Lors des relèvements du taux d'escompte intervenus sous les gouvernements socialiste (MOLLET), et radical (BOURGES-MAUNOURY). nos députés ont demandé qu'on rapporte ces dispositions qui aggravaient les charges des constructeurs. Chacun se rappelle l'intervention de la Fédération M.R.P. de la Sarthe en 1957 et la remise des pétitions à la Préfecture.

Rappelons aussi pour mémoire, l'intervention en **Novembre 1957** de Jean CAYEUX, député M.R.P. de la Seine, qui obtint du Ministre LEMAIRE (ex-R.P.F.) auteur de la décision de la liberté des loyers, que cette disposition soit reportée au **1er Janvier 1959.**

Enfin, sur intervention de P. BACON, Ministre M.R.P. du Travail, le Gouvernement de GAULLE vient de faire connaître qu'il envisage de procéder à une amélioration de l'allocation-logement et que deux projets de décrets sont en préparation qui auront pour effet d'augmenter le nombre des bénéficiaires.

Ces grandes lignes ne résument pas tout, car il faudrait insister également sur la nécessité de créer une politique hardie de la jeunesse, n'est-ce pas un grave problème que de donner à cette nouvelle génération l'équipement moral, intellectuel et technique dont elle a besoin.

Nous n'aurons garde d'oublier les Vieux qui, comme toujours sont hélas, les victimes de la hausse des prix. Notons que Paul BACON a en janvier 1958 relevé de 211.000 à 240.000 francs le montant des pensions vieillesse mais l'allocation du fonds de solidarité est vraiment insuffisante. Actuellement, un projet du Ministre est au point, il basera le calcul des ressources réelles ce qui permettra l'extension de cette allocation, à beaucoup de vieux.

Les promesses électorales ne manquent pas en cette période, **Paysans, Ouvriers, Commerçants, Artisans, Citadins, Citoyens** de toutes conditions, réfléchissez avant d'émettre un vote. Les hommes du M.R.P., animés par l'idéal de la démocratie chrétienne, soucieux de ne bâtir la République qu'avec et pour le peuple, ont derrière eux un passé politique fécond, garant de l'avenir.

POUR LE PROGRES SOCIAL, POUR L'EUROPE, POUR LA PAIX, POUR LA LIBERTÉ, POUR LA REPUBLIQUE, POUR LA FRANCE,

Votez M.R.P.

Joseph ROUXEL

Officier du Mérite Social
Chevalier du Mérite Agricole
Vice-Président de la Caisse d'Allocations Familiales
Administrateur de la Caisse Primaire de la Sécurité Sociale
Administrateur de l'Office Départemental d'H.L.M.

REMPLAÇANT EVENTUEL

Roger ROLLE

Ouvrier aux Usines Renault
Secrétaire général adjoint
de la Fédération Sarthoise du M.R.P.

BARRIER - FAUVEAU - LE MANS